

VOTRE RÉGION

ÉNERGIE 3 000 opposants étaient hier dans la commune dont le ministre est maire

Les anti-gaz de schiste disent "non" chez Besson

DONZÈRE (DRÔME)

Le collectif "Non au gaz de schiste Drôme-Ardèche" espérait rassembler entre 5 000 et 10 000 à Donzère pour crier "non" aux permis d'exploration de Montélimar et Villeneuve-de-Berg, entre autres.

Hier, ils n'étaient finalement que 3 000 dans les rues de cette commune de 5 000 habitants dont le maire, Eric Besson, n'est autre que le ministre de l'Énergie.

Tout un symbole aux yeux de la députée européenne drômoise Michèle Rivasi (Europe Ecologie-Les Verts) qui a qualifié Eric Besson de « ministre de l'Énergie fossile » par opposition à l'énergie renouvelable.

Très en forme également, le président du conseil général drômois Pascal Terrasse (Parti socialiste) a quant à lui épinglé Jean-Louis Borloo, « cette espèce de Tartuffe » qui a signé les permis d'exploration en mars 2010 et, aujourd'hui, sou-

tien la proposition de loi visant à suspendre lesdits permis.

Un recours contre le permis de Montélimar

Ensemble, ils ont appelé les manifestants à rester mobilisés « jusqu'au bout », c'est-à-dire au moins jusqu'au 10 mai, date à laquelle l'Assemblée nationale examinera la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste en France. Michèle Rivasi a par ailleurs annoncé qu'elle avait déposé un recours contre le permis de Montélimar auprès du Conseil d'État il y a un mois, au nom du collectif. « On veut pousser les Ardéchois à faire pareil à Villeneuve-de-Berg », a-t-elle confié en aparté.

L'Ardèche qui était très présente dans les rangs des manifestants. On a ainsi entendu résonner les paroles de "La Montagne" de Jean Ferrat dans le cortège. D'autres ont enchaîné les mots doux à l'encontre des principales têtes du gouvernement et des élus lo-

caux ayant soutenu les projets de gaz de schiste (le député Franck Reynier notamment). Mais globalement, la manifestation s'est déroulée sans heurts.

Quant à Eric Besson, sollicité pour une entrevue, il a dit être en déplacement aux États-Unis. Il a toutefois pris sa plume pour souhaiter à tous « un bon rassemblement ».

Joël AUDRAN

REPÈRES

POURQUOI SONT-ILS CONTRE CE GAZ ?

■ Essentiellement parce que la technique d'extraction des gaz de schiste du sol est particulièrement polluante pour l'environnement.

Des quantités d'eau, de sable et de produits chimiques sont en effet injectées dans le sous-sol afin de produire la fracturation hydraulique qui provoque ensuite la remontée du gaz à la surface.



Face aux risques de pollution de l'environnement, les opposants au schiste sont nombreux. Le DL/Fabrice ANTERION

Ils ont dit...

Michèle Rivasi, députée européenne (EELV) : « Il faut gagner cette campagne, ensuite, il faudra faire campagne pour l'arrêt progressif du nucléaire ».

Guillaume Vermorel, coordinateur gaz de schiste pour EELV : « M. Besson a dit qu'il voulait aller voir les chantiers d'exploration aux États-Unis. Alors on s'est cotisé pour lui acheter un billet ». Comme on s'en doute, c'est un gag.

Pascal Terrasse, président du conseil général de l'Ardèche (PS) : « Nous avons besoin de parler d'énergie dans ce pays, il faut des états généraux de l'énergie ».

Guy Rimet, photographe-graphiste de Québec (Canada), ému : « Vous êtes très nombreux ici. Au Canada, c'est pas de même et nous, on a le problème des gaz de schiste depuis six ans. Quand les travaux commencent, on ne peut plus arrêter. On ne peut plus fermer le robinet ». □



Ardèche : une trentaine d'élus réunis hier matin à Viviers

Ce samedi matin, en marge de la manifestation à Donzère, le collectif des élus de l'Ardèche opposés au gaz de schiste s'est réuni pendant une heure en mairie de Viviers. Objectif : maintenir la pression. « Malgré les effets d'annonce, il ne faut pas se démobiliser, explique Hervé Ozil, maire de Lagorce et porte-parole du collectif. Au contraire, nous devons continuer à être très vigilants. Le combat sera long, il peut durer 5, 10, 15 ans ! ». Au cours de cette réu-

nion, les élus ardéchois ont apporté leur soutien à la commune de Villeneuve-de-Berg qui envisage d'engager une action en justice pour contester le permis délivré en mars 2010. Les élus souhaitent également qu'une délégation soit présente à l'Assemblée nationale lors du débat sur la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste en France, le 10 mai prochain. À ce sujet, Pascal Terrasse, président du conseil général, sera le porte-

parole du groupe SRC (socialiste, radical et citoyen) de l'Assemblée nationale lors de l'examen de cette proposition de loi. « Cette ressource fossile ne garantit aucunement une indépendance énergétique de la France et les populations concernées ne souhaitent pas brader leur territoire au détriment de leur santé et de leur cadre de vie » rappelle l'élu ardéchois, favorable à l'organisation d'états généraux de l'Énergie.

G.A.